



COMMUNIQUE DE PRESSE

L'ALEBA rejette les mesures proposées par le gouvernement pour assainir les finances publiques telles qu'elles ont été présentées par le Premier ministre Juncker lors de la déclaration sur l'état de la Nation.

Elles ne sont ni socialement acceptables parce que injustes, ni socialement équilibrées parce que quasi exclusivement à charge des salariés.

Fondamentalement, l'ALEBA ne peut toujours pas concevoir la nécessité qui justifierait une mise en œuvre précipitée des mesures d'épargne draconiennes.

La dramatisation déterminée de la situation actuelle des finances publiques est en tout cas difficilement explicable.

L'ALEBA exige donc des explications sur l'impact des diverses mesures anticrise sur la dette publique, telles que p.ex. les aides publiques d'environ 2,9 milliards d'euros accordées en automne 2008 aux banques Fortis et Dexia.

Pourquoi ces aides ne peuvent-elles pas être prises en compte pour l'assainissement à court ou moyen terme des finances publiques?
L'ALEBA regrette le manque de transparence et de cohérence dans le débat actuel.

Si, malgré la très bonne situation des finances publiques au niveau international, il y avait des mesures d'épargne, l'ALEBA exigerait une analyse préalable et profonde du potentiel d'épargne dans les investissements publics.

Il convient à rappeler que les salariés portent déjà maintenant clairement le fardeau principal de la gestion de la crise, e.a. par la détérioration des conditions de travail, la précarisation de l'emploi, jusqu'à la perte de l'emploi.

L'ALEBA ne partage pas non plus l'appréciation que l'économie luxembourgeoise souffrirait d'une détérioration de sa compétitivité et que de ce fait une participation plus large des entreprises à un éventuel assainissement des finances publiques se justifierait.

